

AMNESTY INTERNATIONAL DECLARATION PUBLIQUE

14 avril 2021

MDE 12/3960/2021

ÉGYPTE. 74 ONG ENGAGENT LES AUTORITÉS ÉGYPTIENNES À LIBÉRER LE CHERCHEUR AHMED SAMIR SANTAWY

Nous, les 74 organisations signataires, appelons les autorités égyptiennes à libérer immédiatement et sans condition l'étudiant et chercheur de 29 ans Ahmed Samir Santawy, qui est détenu arbitrairement depuis le 1^{er} février 2021 pour des accusations liées au terrorisme forgées de toutes pièces. Les organisations signataires appellent en outre les autorités à veiller à ce qu'une enquête rapide, indépendante, impartiale, transparente et efficace soit diligentée sur les allégations d'Ahmed Samir Santawy selon lesquelles il aurait été soumis à une disparition forcée et à de mauvais traitements par les forces de sécurité après son arrestation.

Les organisations signataires considèrent qu'Ahmed Samir Santawy, chercheur et étudiant en master d'anthropologie à l'université d'Europe centrale, à Vienne (Autriche), est détenu arbitrairement en raison uniquement de son travail universitaire sur les droits des femmes, notamment sur l'histoire des droits reproductifs en Égypte.

Le 23 janvier 2021, sept policiers masqués et armés ont effectué une descente au domicile de la famille d'Ahmed Samir Santawy alors qu'il ne s'y trouvait pas et ont fait savoir qu'il devait se présenter à l'Agence de sécurité nationale, un service de police spécialisé, sans fournir de motif pour cette convocation. Lorsqu'il s'y est présenté le 1^{er} février, les forces de sécurité l'ont arrêté et l'ont soumis à une disparition forcée jusqu'au 6 février. Il a déclaré que, pendant cette période, des responsables de l'Agence de sécurité nationale l'avaient frappé, le giflant et lui infligeant des coups de poing au ventre notamment, pendant qu'il était menotté et avait les yeux bandés, au poste de police du cinquième district du Nouveau Caire.

Le 6 février 2021, Ahmed Samir Santawy a été présenté au service du procureur général de la sûreté de l'État¹, une section spéciale du parquet qui est chargée de poursuivre les auteurs présumés d'infractions liées à la « sûreté de l'État », pour être interrogé. Le procureur a accusé Ahmed Samir Santawy d'« appartenance à un groupe terroriste », de « diffusion de fausses informations » et d'« utilisation d'un compte sur les réseaux sociaux pour diffuser de fausses informations », dans le cadre de l'affaire n° 65/2021 du service du procureur général de la sûreté de l'État. Le 23 février, lors d'une autre audience, un autre procureur a déclaré qu'il faisait également l'objet d'une enquête pour « financement d'une organisation terroriste ». Les procureurs ont fondé leurs accusations sur un dossier d'enquête de l'Agence de sécurité nationale, que ni Ahmed Samir Santawy ni ses avocats n'ont été autorisés à consulter, ainsi que sur des publications sur les réseaux sociaux dont il a nié être l'auteur.

Les procureurs ont interrogé Ahmed Samir Santawy sur son travail universitaire et ses études, notamment son travail sur l'islam et l'avortement, et sur les publications antigouvernementales d'un compte Facebook dont il a nié être l'auteur. Ahmed Samir Santawy a déclaré au service du procureur général de la sûreté de l'État que, pendant sa détention, des responsables de l'Agence de sécurité nationale l'avaient également interrogé sur son travail de recherche et son implication dans une page Facebook critiquant les autorités, implication qu'il a également niée. Ahmed Samir Santawy a en outre déclaré au service du procureur général de la sûreté de l'État lors d'une audience le 23 février qu'il avait été détenu à l'isolement dans une cellule froide sans vêtements ou literie adaptés. Le service du procureur général de la sûreté de l'État n'a pas ordonné d'enquête sur les allégations d'Ahmed Samir Santawy selon lesquelles il a été soumis à une disparition forcée et frappé par des

¹ Amnesty International, Égypte. *Le bureau du procureur général de la sûreté de l'État, «sinistre outil de répression»* (communiqué de presse, 27 novembre 2019), www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/11/egypt-state-security-prosecution-operating-as-a-sinister-tool-of-repression/

représentants de l'Agence de sécurité nationale, et n'a pas non plus donné suite aux demandes de ses avocats de le présenter aux services de médecine légale afin qu'il soit examiné.

Ahmed Samir Santawy n'est plus en détention à l'isolement et est maintenant en détention provisoire à la prison de Liman Tora. Sa détention provisoire a été renouvelée en son absence et en l'absence de ses avocats à quatre reprises, ce qui l'a privé du droit de contester la légalité de sa détention.

Les organisations signataires appellent les autorités égyptiennes à veiller à ce que, dans l'attente de sa libération, Ahmed Samir Santawy puisse immédiatement et régulièrement voir ses proches et ses avocats, bénéficier de soins médicaux adaptés et soit protégé de la torture et des mauvais traitements.

Complément d'information

L'arrestation d'Ahmed Samir Santawy intervient dans un contexte de répression sans précédent des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique en Égypte. Ces dernières années, les forces de sécurité ont arrêté des centaines de défenseur-e-s des droits humains, de militant-e-s, d'avocat-e-s, de responsables politiques, de manifestant-e-s pacifiques, de journalistes, de membres du personnel médical, ainsi que des chercheurs et chercheuses et des universitaires, et les ont soumis à des disparitions forcées, des actes de torture et d'autres mauvais traitements et à une détention provisoire prolongée dans l'attente d'enquêtes sur des accusations infondées liées au terrorisme². En février 2020, les forces de sécurité ont arrêté Patrick George Zaki, chercheur de l'Initiative égyptienne pour les droits de la personne spécialisé dans les questions de genre et étudiant en master à l'université de Bologne, en Italie, à son arrivée en Égypte. Il est depuis maintenu en détention provisoire pour des accusations infondées liées au terrorisme³. En mai 2018, Walid Salem, un chercheur doctorant à l'université de Washington, a été arrêté à son retour en Égypte, où il devait mener un travail de terrain. Walid Salem a été libéré provisoirement dans l'attente d'enquêtes en décembre 2018, après avoir passé sept mois en détention provisoire, mais les autorités lui ont interdit de quitter le territoire égyptien. Ces attaques contre des universitaires et des chercheurs portent encore davantage atteinte aux libertés académiques déjà limitées dans le pays⁴.

Signataires :

1. Amnesty International
2. Human Rights Watch
3. Scholars at Risk
4. Association for Freedom of Thought and Expression
5. Institut du Caire pour les études des droits de l'homme (CIHRS)
6. EuroMed Droits
7. Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH), dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme
8. Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme
9. Service international pour les droits de l'homme
10. Egyptian Front for Human Rights
11. Initiative franco-égyptienne pour les droits et les libertés
12. Committee for Justice

² Amnesty International, *Égypte. État d'exception permanent. Exactions aux mains du service du procureur général de la sûreté de l'État* (MDE 12/1399/2019), www.amnesty.org/fr/documents/mde12/1399/2019/fr/

³ Amnesty International, *Égypte. Arrestation arbitraire et torture d'un chercheur étudiant les questions de genre en Italie* (communiqué de presse, 10 février 2020), www.amnesty.org/en/latest/news/2020/02/egypt-arbitrary-arrest-and-torture-of-researcher-studying-gender-in-italy/

⁴ Association for Freedom of Thought and Expression, *Universities Without Academic Freedoms: A Report On Freedom Of Teaching And Research In Egyptian Universities*, 27 juillet 2020, https://afteegypt.org/en/academic_freedoms/2020/07/27/19745-afteegypt.html

13. The Freedom Initiative
14. Project on Middle East Democracy (POMED)
15. Institut Tahrir pour la politique au Moyen-Orient
16. People In Need
17. MENA Rights Group
18. Middle East Studies Association of North America
19. PEN International
20. Centre pour les droits reproductifs
21. Réseau panafricain de défenseurs des droits humains (AfricanDefenders)
22. Association Intersection pour les droits et les libertés
23. Regional Center for Rights and Liberties
24. Human Rights First
25. Hungarian Europe Society
26. Clean Air Action Group (Association environnementale)
27. Democracy for the Arab World Now (DAWN)
28. Centre El Nadim
29. Ankh (Arab Network for Knowledge about Human Rights)
30. Cairo 52 Legal Research Institute
31. HuMENA for Human Rights and Civic Engagement (HUMENA Regional)
32. Háttér Society
33. Americans for Democracy & Human Rights in Bahrain (ADHRB)
34. Ökotárs - Hungarian Environmental Partnership Foundation
35. Commission kenyane des droits humains
36. Center for Civil Liberties
37. humanrights.ch
38. Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH)
39. CIVICUS
40. Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie - Belgique
41. Mwatana for Human Rights
42. Forum Egyptien pour les Droits de l'Homme
43. Association tunisienne de défense des libertés individuelles
44. CALAM
45. Centre de soutien pour la transition démocratique et les droits humains (DAAM)
46. Coalition tunisienne contre la peine de mort
47. Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement (AFTURD)
48. Association Nachaz
49. Utcáról Lakásba! Egyesület
50. Vigilance for Democracy and the Civic State
51. Confédération syndicale des Commissions ouvrières
52. Union hongroise pour les libertés civiles
53. Réseau des Organisations de la Société Civile pour l'Observation et le Suivi des Élections en Guinée (ROSE)
54. Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD)
55. Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES)
56. Organisation du martyr de la liberté Nabil Barkati : Mémoire et fidélité
57. Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (FACM)
58. Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression
59. CEAR PV
60. Syndicat National des Journalistes Tunisiens-SNJT
61. Aufstehn
62. Caminando Fronteras

63. Reprieve
64. Robert F. Kennedy Human Rights
65. ARCI
66. Reporters sans frontières (RSF)
67. ICID (Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo)
68. Ligue autrichienne des droits de l'Homme
69. Kvinna till Kvinna
70. Institut Ludwig Boltzmann pour les droits humains
71. ZARA (Zivilcourage und Anti-Rassismus-Arbeit)
72. European Training and Research Centre for Human Rights and Democracy (ETC Graz) – Host of the International Centre for the Promotion of Human Rights at the Local and Regional Levels under the auspices of UNESCO
73. Epicenter.works - for digital rights
74. Südwind